



2^e CONGRÈS MONDIAL

Vancouver, du 21 au 25 juin 2010

RÉSOLUTION

UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET JUSTE POUR LE 21^e SIÈCLE

1. Le Congrès affirme que la crise mondiale représente l'échec définitif de l'orthodoxie néolibérale inéquitable qui a guidé les politiques de développement au cours des dernières décennies.
2. Le Congrès constate que le modèle de développement actuel axé sur le fondamentalisme du marché, qui met l'accent sur la croissance fondée sur l'exportation, n'est parvenu à produire ni une croissance durable ni le progrès social que ce soit dans le monde en développement, les pays émergents ou le monde industrialisé. Des avancées modestes en matière de réduction de la pauvreté, là où elles sont survenues, ne sauraient être acceptées comme une réponse internationale sérieuse au défi et à la responsabilité partagés du développement à l'échelon mondial. Elles ne font pas non plus le poids devant la croissance des inégalités, l'accélération de la dégradation environnementale ou l'impact brutal de la crise sur la vie de millions de familles de travailleurs et travailleuses. Le Congrès affirme que le capitalisme non réglementé est destructeur et non durable écologiquement et appelle à un système fondamentalement alternatif de production mondiale qui soit humain et socialement responsable. Il lance un appel à toutes les organisations affiliées pour qu'elles luttent contre les inégalités croissantes, le sous-développement et l'injustice économique dans le système mondial.
3. Le Congrès déplore le fait que le paradigme actuel de développement, en prônant la souplesse du marché du travail, la privatisation, la déréglementation et la libéralisation du marché, ait entraîné des inégalités et la pauvreté et ait contribué à l'érosion des droits des travailleurs et à l'affaiblissement des organisations de travailleurs dans de nombreux pays en développement. C'est ainsi qu'une tendance à la baisse du niveau des salaires est apparue, due à la concurrence accrue entre pays en développement, à l'augmentation de la nature informelle des relations d'emploi ainsi qu'à l'austérité fiscale et à la concurrence négative autour des impôts sur les entreprises entre États, qui a eu des répercussions néfastes sur l'accès à la protection sociale et sur sa qualité.
4. Le Congrès condamne la tendance mondiale à la privatisation des services publics à cause de laquelle des millions de personnes se voient privées de leurs droits humains fondamentaux. Il réaffirme que l'accès universel à des services publics de qualité contribue à la réduction de la pauvreté et des inégalités et à l'extension du travail décent et améliore l'intégration et la cohésion sociales. Le Congrès réaffirme, en outre, que l'éducation gratuite, universelle et publique offre des possibilités à tous et constitue un fondement essentiel pour les sociétés démocratiques. Elle est un facteur

clef qui permet aux individus et aux communautés de briser les cycles de la pauvreté et leur offre une égalité des chances.

5. Le Congrès réaffirme que les syndicats jouent un rôle fondamental dans le processus de développement. Leur représentation démocratique confère une légitimité unique pour influencer sur les gouvernements et les organisations d'employeurs et les tenir responsables. En participant au dialogue social, les syndicats peuvent changer les politiques gouvernementales injustes et contribuer au progrès social. En promouvant et en engageant la négociation collective, ils veillent à ce que les richesses soient réparties plus équitablement au sein de la société, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et des inégalités. En organisant les travailleurs, en ce compris les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment les travailleurs ayant des relations d'emploi informelles, les syndicats peuvent jouer un rôle crucial dans le changement des structures de pouvoir dominantes. L'organisation des travailleurs indépendants dans des coopératives liées aux syndicats pourrait constituer une manière de changer les rapports de pouvoir et de formaliser le travail. À travers leur lutte pour la justice sociale, les syndicats sont et doivent être reconnus comme les partenaires à part entière dans le processus de développement. Le Congrès appelle à des investissements dans le renforcement du syndicalisme libre et à des libres négociations collectives dans les pays en développement. Ce sont deux piliers essentiels pour le développement durable et équitable de ces pays.

6. Le Congrès appelle à un nouveau modèle de développement fondé sur la croissance du marché national et centré sur le travail décent, la distribution des revenus et l'investissement dans les personnes à travers une éducation et une santé, qui donne la priorité à l'intégration régionale et soit respectueux de la protection de l'environnement et des droits des travailleurs. Le Congrès appelle, en outre, à la création d'un environnement international habilitant, qui facilite un progrès économique et social équilibré, en ce compris pour les pays en développement et leur permette de prendre la part qui leur revient dans l'économie mondialisée. Il s'oppose au pillage des ressources naturelles dans les pays en développement par les entreprises multinationales et les élites corrompues et soutient les efforts des pays en développement pour accroître leur capacité de production à valeur ajoutée en respectant pleinement les droits des travailleurs/euses. L'extraction des ressources naturelles par les entreprises multinationales doit bénéficier aux communautés et aux pays concernés et être conforme au développement durable.

7. Le Congrès reconnaît que le commerce et l'investissement sont nécessaires à un développement couronné de succès, mais rejette la dépendance excessive envers l'exportation comme moteur de croissance au détriment des marchés nationaux et des besoins locaux, ou le respect des droits des travailleurs. La croissance économique doit être une croissance qualitative et durable, fondée sur la demande interne, des niveaux décents de revenus, le développement agricole et l'industrialisation, qui à leur tour passent par l'édification de capacités de production à valeur ajoutée et diversifiées. Le commerce et les règles d'investissements à l'échelle internationale et les investissements dans la production alimentaire commerciale par les entreprises ne doivent pas porter atteinte aux moyens d'existence des petits exploitants agricoles et des femmes et hommes en milieu rural.

8. La mondialisation a entraîné le développement de filières de production et de distribution mondiales. La crise, malgré sa nature « mondiale », a dans le même temps stimulé des tendances protectionnistes. Dans ce contexte, le Congrès appelle à un renforcement des relations entre les organisations syndicales aux échelons national et international afin d'œuvrer ensemble contre les effets du dumping social, en particulier

lorsqu'il entraîne des violations des droits fondamentaux des travailleurs/euses. Le Congrès affirme que les droits fondamentaux des travailleurs/euses sont essentiels pour assurer une reprise économique durable et apporter une réponse efficace à la crise.

9. Le Congrès affirme que le nouveau modèle de développement doit avoir pour priorité des possibilités de travail décent pour tous et trouver un équilibre entre progrès économique et progrès social et développement écologique. Il rejette une approche centrée exclusivement sur la croissance économique et sur l'hypothèse que le progrès social est engendré automatiquement par l'expansion économique. Les calculs actuels du PIB ne reflètent pas l'ensemble de la croissance et de la prospérité; le Congrès soutient dès lors l'élaboration de nouvelles définitions sur la base de meilleurs indicateurs, qui fournissent une vue plus claire des progrès dans les domaines social, économique et environnemental. Le Congrès engage les gouvernements à inverser la tendance menant à plus d'emplois dans l'économie informelle et toujours plus précaires, grâce au renforcement et à l'extension de la législation du travail, à sa mise en œuvre plus rigoureuse et à la pleine reconnaissance du rôle des organisations des travailleurs. Il appelle à la mise en œuvre de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable et d'un programme par pays de l'OIT de promotion du travail décent dans tous les pays en développement, requérant le soutien des donateurs multilatéraux et bilatéraux dans le cadre de leur coopération au développement, le tout en impliquant le mouvement syndical à tous les niveaux et dans tous les aspects de ces mesures. Le renforcement des inspections publiques du travail doit constituer un élément clef et les Conventions n°81 sur l'inspection du travail et n°129 sur l'inspection du travail (agriculture) de l'OIT doivent être ratifiées et pleinement mises en œuvre par tous les gouvernements.

10. Le Congrès soutient qu'une distribution plus équitable des revenus est une condition préalable à toute forme durable de développement. La réduction des inégalités doit être un but explicite des politiques nationales de développement, passant notamment par de puissants outils de redistribution, tels que la négociation collective, les politiques fiscales progressives, les salaires vitaux ou des salaires minima améliorés, la garantie des services publics accessibles et de haute qualité et l'amélioration de la protection sociale. La justice fiscale doit se placer au cœur de ce nouveau modèle de développement. Une mobilisation accrue des ressources nationales pour le développement devrait s'axer sur la réforme fiscale, renforçant l'administration des contributions, élargissant l'assiette fiscale et éradiquant la fraude fiscale et l'évasion fiscale. Les gouvernements devraient chercher à établir ou à renforcer la fonction de redistribution des revenus de leur fiscalité en établissant des régimes progressifs requérant les contributions les plus élevées des gains en capital et des populations riches et garantissant des réductions d'impôts aux familles à faible revenu et aux pauvres. En ce qui concerne les investissements, l'accent doit être mis sur l'établissement de mesures visant à une gestion des finances publiques et des infrastructures sociales, notamment la santé, l'éducation pour tous permettant à la population d'acquérir des compétences et d'accéder aux connaissances de sorte qu'elle puisse mener des actions afin de protéger ses conditions de vie et de travail et les stratégies en faveur du travail décent.

11. L'égalité entre hommes et femmes doit être aussi un objectif spécifique et le Congrès enjoint les gouvernements, les donateurs et les syndicats à aiguïser l'approche et l'impact des politiques de développement sur les questions de genre. La fourniture de services publics de base est une condition essentielle pour parvenir à l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes.

12. De nombreux accords multilatéraux et bilatéraux sur le commerce et l'investissement entre les économies industrialisées et en développement portent atteinte aux processus d'intégration des pays en développement, sapant l'intégration régionale, et créant et aggravant le chômage. Le Congrès appelle à un renforcement des processus d'intégration régionale; il reconnaît le potentiel des marchés régionaux dans la dynamisation d'une croissance durable, et que l'inclusion d'une dimension sociale dans le cadre de l'intégration régionale demeure un défi important pour les syndicats et leurs alliés.

13. Le Congrès soutient que la protection de l'environnement et des groupes les plus vulnérables à la dégradation de l'environnement doit faire partie intégrante du nouveau paradigme de développement. Les gouvernements doivent faire en sorte que leurs politiques soient respectueuses de l'environnement et que des stratégies de « transition équitable » soient mises en place afin d'ouvrir la voie à un développement durable qui soit juste du point de vue social et responsable du point de vue environnemental. Le Congrès plaide pour une transformation profonde des systèmes mondiaux de production et des schémas de consommation afin de pérenniser nos sociétés et nos lieux de travail et de protéger et de promouvoir le travail décent pour tous. Les syndicats doivent jouer un rôle central dans cette transformation sans précédent. Le Congrès s'engage à promouvoir une approche intégrée du développement durable passant par une transition équitable qui regroupe le progrès social, la protection de l'environnement et les besoins économiques dans un cadre de gouvernance démocratique, au sein duquel les droits syndicaux et les autres droits humains seront respectés et l'égalité de genre garantie. Il incombe aux pays industrialisés de fournir les ressources financières et les transferts de technologies nécessaires au succès de telles stratégies dans les pays en développement.

14. Le Congrès met en relief la nécessité de satisfaire tous les besoins essentiels et appelle à une stratégie audacieuse garantissant l'accès à l'eau à des millions de personnes moyennant des politiques globales du cycle de l'eau, notamment l'économie et le traitement de l'eau, et l'investissement dans la réalisation de barrages et de retenues collinaires dans les pays qui en ont besoin; une stratégie audacieuse visant à rendre aisément accessible le logement pour le plus grand nombre par une politique de construction de logements sociaux. Le Congrès attire l'attention des gouvernements sur les politiques d'urbanisation extensives et anarchiques dans les pays en développement, urbanisations qui bouleversent les équilibres sociétaux, économiques et sociaux, aggravant la pauvreté en créant des besoins nouveaux ne cadrant pas avec les revenus des populations. Le Congrès soutient l'agriculture et le développement rural durables et dénonce les pratiques actuelles, qui équivalent au néocolonialisme agraire, d'appropriation d'énormes terrains dans les pays en développement aux fins de production alimentaire commerciale pour l'exportation ayant un impact potentiellement négatif sur l'alimentation et la culture indigènes. Les politiques de développement doivent garantir la sécurité alimentaire et renforcer la capacité des producteurs locaux à contribuer à assurer le droit à l'alimentation pour tous.

15. Le Congrès affirme que, pour parvenir au développement durable, une justice sociale est nécessaire. À cette fin, une démocratie, une équité, une bonne gouvernance, des institutions fortes et responsables et l'élimination de la corruption doivent être garanties. Le Congrès souligne les responsabilités qui reviennent clairement aux pays développés et en développement dans ces domaines. Des mesures strictes devraient être mises en place afin de garantir que les fonds provenant des agences donatrices et des IFI ne contribuent pas à la corruption et à un faible niveau de gouvernance. Il reconnaît le rôle que les syndicats des pays en développement ont joué dans le

renforcement de la démocratie et l'application de l'État de droit, et il s'engage à maintenir le soutien qu'il leur a apporté dans cette tâche.

16. Le Congrès déplore qu'en dépit des engagements internationaux souscrits pour garantir le rattachement des stratégies en matière de développement aux pays, la réalité d'aujourd'hui nous démontre que les politiques de développement sont souvent conditionnées par les priorités politiques ou commerciales des pays donateurs ou les propres programmes des ONG internationales plutôt que par des débats démocratiques engagés à l'échelle nationale. Le Congrès déclare que l'appropriation démocratique des stratégies en matière de développement par les citoyens, à travers des institutions représentatives, constitue le principal instrument pour obtenir une gouvernance efficace du développement, et qu'il ne pourrait y avoir d'appropriation démocratique sans dialogue social. Il exhorte les organisations internationales, les agences donatrices et les gouvernements des pays en développement à garantir l'espace politique démocratique nécessaire. Le Congrès appelle à une réelle mise en œuvre du principe d'appropriation démocratique et insiste pour que les parlements nationaux, les partenaires sociaux et la société civile aient une voix dans l'élaboration des stratégies en matière de développement.

17. Le Congrès souligne qu'un environnement international habilitant exige une stabilité financière ainsi qu'un espace nécessaire à la mise en œuvre de politiques de stabilisation anticycliques dans les pays en développement. Le Congrès engage les Institutions financières internationales à contribuer à la mise en place d'un tel environnement plutôt qu'à promouvoir les intérêts des riches élites ou d'une minorité de pays. Il est nécessaire d'examiner fondamentalement non seulement la gouvernance interne des institutions intergouvernementales mais aussi leur orientation globale, leurs politiques, leurs objectifs et leur mandat pour aborder l'urgence du développement, la fin des inégalités et la création d'emplois pour un développement durable, en particulier dans les pays en développement où leur impact dévastateur n'a jamais été autant ressenti. Le Congrès exhorte, en outre, les donateurs à annuler la dette des PMA sans qu'aucune conditionnalité de politique économique ne leur soit imposée. Il est nécessaire de toute urgence de créer un mécanisme juste et transparent pour le rééchelonnement et l'annulation de la dette souveraine et de réviser la légitimité de la dette. Le Congrès condamne les actions des dénommés « fonds vautours » et salue la législation qui interdit leur recours aux tribunaux pour voler les fonds des pays en développement.

18. Le Congrès appelle les gouvernements à maintenir et à renforcer l'engagement à atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations unies d'ici à 2015 et souligne que la promotion du travail décent contribue à atteindre le premier OMD sur l'éradication de la pauvreté. Les pays industrialisés doivent respecter l'engagement de l'ONU d'allouer 0,7% du revenu national brut (RNB) à l'Aide publique au développement (APD). Un financement supplémentaire du développement doit être fourni par le biais de nouvelles formes d'évaluations et de contributions de la taxation internationale, et en particulier des taxes telles qu'une taxe internationale sur les transactions financières, qui pourrait également être utilisée dans le cadre des initiatives contre le changement climatique. La prévisibilité et la non-conditionnalité de l'aide sont importantes, tout comme le respect des choix des pays en développement en matière de développement démocratique et le soutien au rôle de l'État. Une attention doit être prêtée à la création d'un Fonds de développement pour financer l'industrialisation durable des pays pauvres.

19. Face aux catastrophes naturelles de grande ampleur comme les séismes de forte magnitude, le Congrès recommande à la communauté internationale de mettre en

place des mécanismes efficaces et rapides d'assistance pour limiter les pertes humaines et pour aider à la reconstruction urgente des villes et des cités et de leurs infrastructures de base essentielles.

Programme d'action de la CSI

20. Le Congrès engage la CSI et ses organisations régionales, oeuvrant de concert avec ses partenaires du groupement Global Unions et ses organisations affiliées, à:

- (a) défendre, promouvoir et prôner ce nouveau modèle de développement parmi les institutions nationales et internationales;
- (b) œuvrer pour une réforme des institutions financières et économiques internationales, des programmes de reprise économique visant à stimuler la demande intérieure moyennant des mesures anticycliques, de nouvelles formes de taxation internationale, l'abolition des paradis fiscaux, un examen des traités et des accords commerciaux et d'investissement afin de veiller à ce qu'ils promeuvent le développement et une répartition plus équitable des richesses entre États et au sein de chaque État;
- (c) collaborer, dans le respect du rôle et de la représentativité des syndicats, avec d'autres organisations et mouvements de la société civile, notamment les groupes de femmes et de jeunes, qui partagent nos valeurs, en soutenant la promotion d'un nouveau paradigme pour le développement, comportant un nouvel indicateur de développement au lieu du PIB, afin d'évaluer le bien-être social et environnemental;
- (d) soutenir les initiatives visant à changer l'aide au développement internationale de l'efficacité de l'aide à l'efficacité du développement, et soutenir le travail réalisé par le Réseau syndical de coopération au développement (RSCD) afin de garantir une plus grande cohérence et une amélioration de la coordination de la coopération syndicale au développement;
- (e) soutenir les organisations affiliées dans toutes les questions liées à la mise en œuvre du nouveau modèle de développement, notamment dans leur lutte pour enrayer la tendance à la précarisation et à l'informalisation du travail, et protéger les travailleurs qui en sont victimes; et
- (f) renforcer la capacité des organisations membres en ce qui concerne les questions abordées dans la présente résolution.